L’insécurité économique, incertitude latente contemporaine

Rédigé le 8 juillet 2013 par : Géraldine Duquenne

De nombreuses formes d’insécurité se sont accentuées sous les effets de la mondialisation à l’œuvre depuis plusieurs décennies. Parmi elles, l’insécurité économique résultant d’un système financier aux dérives de plus en plus visibles, fait planer un vent d’incertitude sur toutes les couches de la population confondues. Analysons de plus près ce phénomène qui se doit d’être abordé dans toutes ses dimensions.

Clarifions dans un premier temps ce que recouvre le terme vague d’insécurité. Pour cela, nous nous référons à la typologie élaborée par Zygmunt Bauman[1], sociologue polonais, qui propose une mise en perspective de cette notion. Pour Bauman, le terme allemand « Unsicherheit » permet d’approcher de façon plus précise ce qu’est l’insécurité. Ce terme se décline en français en 3 couples que sont la sécurité/l’insécurité, la certitude/l’incertitude et la sûreté/ l’insûreté. Le premier couple se réfère au maintien du statut social de l’individu et de ses conditions d’existence. Le second renvoie aux possibilités d’anticipation et le troisième à l’intégrité du corps et de ses extensions (territoire du moi, propriété individuelle…). Ce qui fait de l’insécurité un thème plus qu’actuel est que ces trois axes sont particulièrement sensibles aujourd’hui.

Le couple sécurité/insécurité

Le statut social est bien moins défini aujourd'hui qu'auparavant. La mobilité sociale est plus effective mais elle revêt cette particularité qu'elle se réalise dans les deux sens. Elle peut être ascensionnelle autant que descendante. On parle à notre époque de « nouveaux pauvres ». Une des causes principales de ce phénomène est la flexibilité croissante du marché de l'emploi et la multiplication des sous-emplois qui intensifient la précarité des statuts. Les risques sociaux engendrés par la globalisation paraissent de plus en plus difficilement maîtrisables. Le système de sécurité sociale semble de plus en plus dépassé. En témoignent les difficultés des Etats face à la proportion de plus en plus inégale entre population active et population inactive. Le choix qu'ont posé les Etats pour résoudre ces déséquilibres prend la forme d'une augmentation de la compétitivité entre les entreprises avec l'espoir de créer plus d'emploi.

Dans ce cadre, l'insécurité concerne en priorité les personnes en marge du système salarial mais aussi l'ensemble des personnes qui, bien qu'intégrées au système salarial, se sentent néanmoins précarisées et craignent pour leur statut. Nous reviendrons plus amplement sur ce point dans la suite de notre article.

La couple certitude/incertitude

L'époque actuelle est en train de connaître un second désenchantement. Après la sécularisation et la relativisation du religieux au profit de la science, caractéristique des premiers temps de la modernité, nous vivons une perte de confiance progressive dans la technique. En effet, les catastrophes massives qui ont rythmé le XXe siècle nous ont fait prendre conscience que notre société est une société du risque. « Les individus se positionnent dans une configuration où l'horizon des risques globaux contribue à rendre la perception du futur incertain»[2]. Les citoyens ressentent ces risques de façon abstraite, ce qui renforce d'autant plus leur incertitude. De plus, le rôle que jouent les médias dans la diffusion floue de ces risques à un rythme effréné, renforce le sentiment de non-maîtrise sur ceux-ci.

Ce désenchantement modifie le rapport à l'autorité et au pouvoir. L'Etat ne peut plus

garantir la perspective d'un progrès assuré. Il en subit une véritable perte d'autorité. Ce constat est fondamental par rapport à l'insécurité car il symbolise une perte de confiance de la population envers des dirigeants partagés entre autoritarisme et négociation. Les citoyens sont en demande à la fois d'un renforcement de l'autorité étatique (justice, police…) et d'une démocratisation accrue du pouvoir.

Les solutions aux problèmes personnels des individus s'en trouvent modifiées. La réduction de la maîtrise des Etats face à une série de risques, surtout des risques économiques, induit une difficulté à traduire les questions individuelles en questions collectives. L'individu se retrouve seul face à ses choix et doit planifier son existence propre. De plus, l'instabilité économique actuelle rend d'autant plus forte cette incertitude face à l'avenir. Le sentiment d'anxiété qui en découle est renforcé par un affaiblissement des solidarités sociales au sein d'une société qui célèbre l'individu et délaisse une large partie de la population touchée par la précarité.

Le couple sûreté/insûreté

Bauman rattache ce couple à la difficulté actuelle de transcender le rapport à la mort. Auparavant, la conception de l'éternité s'inscrivait dans la foi religieuse. À la religion a succédé un modèle hybride fondé sur des principes de totalité tels que la nation ou la famille, valeurs pérennes au-delà de la mort. À présent, ces deux principes ont perdu de leur substance. Ce changement du rapport à la mort explique pour Bauman l'attention accrue des individus à l'intégrité de leur corps et de ses prolongements.

Ces trois dimensions sont étroitement liées les unes aux autres et composent ensemble l'Insécurité au sens générique du terme. Lorsqu'une des dimensions s'accentue, c'est l'Insécurité dans son ensemble qui croît.

Précarité et insécurité

À la lumière de ces précisions, revenons au sujet qui nous occupe. La population, sans distinction de classe, ressent aujourd'hui une profonde incertitude quant au maintien de son statut et de ses conditions sociales dans le futur.

En effet, la sécurité de l'emploi a baissé au cours des deux décennies passées. Le système économique capitaliste actuel dont le fondement est la maximalisation du profit a opéré une réforme structurelle du marché du travail. Une production flexible entraîne nécessairement la flexibilité du travail, autrement dit une précarisation de la main d'œuvre qui se trouve ajustée aux a-coups de la production. Les années passées ont vu se multiplier les contrats de travail incertains : CDD, intérimaires, stages, salariés sous-statutaires… Cette précarité, faisant référence à la fragilisation du monde de l'emploi, est le principe même du système capitaliste et salarial fondé sur la flexibilité.

La fiche documentaire de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) sur l'insécurité économique dans les pays riches en atteste[3]. La sécurité économique est calculée en combinant les indices des 7 formes de sécurité du travail (accès au marché du travail, niveau de revenu, sécurité de l'emploi, l'accès à la formation, la représentation…). Dues aux changements politiques et aux effets de la mondialisation, de nombreuses formes d'insécurité se répandent. L'impôt sur le capital a chuté, la sécurité des revenus des personnes âgées a baissé tandis que les inégalités de revenus ont augmenté. Les systèmes d'indemnités de chômage régressent. Les emplois plein-temps diminuent. Et l'OIT explique que le changement le plus explicite est le « déclin de la sécurité du marché du travail »[4]. Les chiffres publiés par le journal Le Soir du 26 avril 2013 sont sans équivoque; 45 millions d'européens sont en situation de sous-emploi.

De plus, le système capitaliste fonctionne de manière injuste et accroît les écarts entre les riches et les pauvres. L'écart entre les revenus est passé de 1 pour 30 à 1 pour 300 entre le salaire ouvrier moyen et le salaire patronal[5]. Les populations les plus fragilisées sont les premières à payer le prix de l'instabilité du système. « Le précariat[6] » renommé par Robert Castel désigne les nouveaux prolétaires, c'est-à-dire la population ne bénéficiant plus d'un contrat de travail stable et dont les garanties et droits sociaux sont mis en question. À côté de cela, les riches privilégiés ont tendance à se replier sur eux-mêmes et à préserver à tout prix leurs privilèges. Ils se créent une forme de micro-société à part et ne se sentent plus d'obligation à l'égard de la société nous dit Alain Garrigou[7].

Dans ce contexte d'incertitude, comment préserver le lien social ? Il semble fondamental de conserver et renforcer la solidarité pour ne pas amplifier l'exclusion sociale en cours d'une large frange de la population. Il s'agit de comprendre que, malgré les différences de statut

apparentes, cette inquiétude face à la précarité grandissante nous concerne tous. Aussi, malgré le réflexe du « chacun pour soi » conditionné par un système économique fondé sur la compétitivité, aucune réponse à l'Insécurité ne sera valable si elle n'est pas formulée de façon collective par les acteurs eux-mêmes. Une véritable participation à l'ordre social négocié, où toutes les catégories sociales seraient entendues et représentées semble être une voie plus humaine à encourager. Des initiatives sont déjà en place mais des prises de conscience sont encore nécessaires.

---

[1] Typologie reprise par Hugues Olivier Hubert dans « Les dimensions de l'insécurité », document rédigé à la demande de la Fondation Roi Baudouin.

[2] HUBERT H-O et REA A., « Les dimensions de l'insécurité », document rédigé à la demande de la Fondation Roi Baudouin

[3] « La sécurité économique pour un monde meilleur », *Programme sur la sécurité socio-économique de 2004*, par L'Organisation Internationale du Travail.

[4] Ibid.

[5] LORDON F., « Bonus et primes : le (résistible) chantage des « compétents » », Les blogs du Diplo, Le Monde Diplomatique, 2009.

[6] CASTEL R. sous la dir. de PAUGAM S., « Au-delà du salariat ou en-deçà de l'emploi ? L'institutionnalisation du précariat. », Coll. Repenser la solidarité, PUF, 2007.

[7] GARRIGOU A., « La révolte des riches », Les blogs du Diplo, Le Monde Diplomatique,

2013.

Avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles

Ed resp : Ghalia Djelloul
Chaussée Saint-Pierre, 208
B-1040 Bruxelles
Tél : 02/896 95 00
info@bepax.org
www.bepax.org
IBAN : BE28 7995 5017 6120